

Ce GT concerne le service des retraites de l'État et plus globalement la restructuration du réseau du service des retraites de l'état, des Centres de Gestion des Retraites et des Centres de Services des Retraites sous une appellation qui se veut faussement rassurante derrière le vocable de "réorganisation".

Les remontées des agents et la perception des collègues effectuant ces missions le sont beaucoup moins. En effet, ceux-ci montrent bien des inquiétudes largement niées par la Direction.

Là où de nombreux services vont fermer, aucune visibilité n'a été offerte aux collègues, ni aucun plan pour se reconvertir, ni même aucune spécificité locale n'a été prise en compte lorsqu'il y en a.

Plus grave encore, les convocations des agents exerçant leurs missions qui vont disparaître ont commencé, alors même que le Groupe de Travail n'a pas encore eu lieu. À ce titre, on ne peut que noter la volonté de court-circuiter les représentants du personnel ainsi que l'expression collective des agents.

Des réunions impromptues ont dû être organisées en toute hâte pour informer les collègues sur leur devenir. La volonté de minimiser ces restructurations est telle que la direction ne parle à certains endroits que « d'unité de travail », manière de nier la réalité et la mission exercée dans ces services avec un vrai savoir-faire.

Le résultat n'en demeure pas moins là : les collègues sont mis de facto en souffrance alors même que la réalité locale nous fait remonter un vrai attachement des agents concernés par leur mission avec peu de turn-over à bien des endroits.

Les fiches du GT ne permettent même pas de lever le voile sur des interrogations légitimes comme par exemple sur le maintien annoncé et connu de certains CGR.

Ainsi, des réalités comme le maintien du CGR de Tours ne sont même pas mentionnés dans les fiches.

Les questions des emplois supprimés brillent par ailleurs de leur absence dans toutes les

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

Courriel *

fiches.

On peut également se poser la question de l'accueil du public qui reste encore une grande part de l'activité de certains CGR. La DG dans sa volonté de restructurer et d'économiser oublie les usagers précisément dans ce GT. Le « tout numérique » ne peut s'entendre pour cette population.

Comment peut-on croire que regrouper en quelques centres permettra d'avoir un meilleur service ?

Comment peut-on croire que les retraites d'Alsace Lorraine, des DOM, des TOM ou autres ont les mêmes spécificités ?

Il est aisé de parler formation quand on sait qu'à ce jour la formation pour les CGR se limite à 5 jours mais demande bien plus aux agents qui y travaillent.

Mais ce qui se joue ici n'est pas le bien-être des agents ou des usagers. La volonté du gouvernement s'exerce dans ce cas d'espèce envers et contre la population. Au-delà du fait que les Centres de Gestion de retraites qui disparaissent viennent s'ajouter ou s'insérer dans le Nouveau Réseau de Proximité, **les restructurations des CGR et la fusion des logiciels avec la CDC préparent le système unifié des retraites voulu par ce gouvernement.**

La CGT n'a jamais accepté ces manières de faire et les dénonce.

La CGT porte par ailleurs de vraies propositions alternatives en valorisant notamment le réel savoir-faire des collègues qui doit et peut être maintenu. La proximité à la fois géographique, fonctionnelle dans des services de pleine compétence mériterait une attention de la part de la direction qu'elle refuse d'apporter.

Dans ces conditions, la CGT boycotte ce groupe de travail qui se présente comme une chambre d'enregistrement de décisions prises en amont au mépris des collègues exerçant leur mission.

fichiers: Télécharger communique_du_26_11_2020_sur_gt_cgr_scr.pdf (290.65 Ko)

Public: GT 2020
RH
Pensions SRE CGSR

- -A
- +A
- Version imprimable
- version PDF

Leave this field blank